

24 mars 2025

Monsieur Marc Ferracci
Ministre chargé de l'industrie et de l'énergie

Objet : consultation sur le projet de PPE3

Monsieur le ministre,

La consultation du public sur la 3^{ème} édition de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) va s'achever le 4 avril 2025 et il est indiqué clairement dans l'appel à contributions qu'un « bilan de cette consultation sera établi et rendu public par le ministère de l'industrie et de l'énergie ». Or la presse a fait état de la possibilité d'une publication, dès le 8 avril, d'un décret de mise en application de cette PPE3, qui serait ainsi publiée avant la SNBC3 et sans le temps nécessaire à l'analyse des contributions.

Compte tenu de l'importance de cette PPE3, qu'il s'agisse de ses impacts sur l'économie, de notre souveraineté énergétique ou du niveau de vie des français, il est indispensable que le bilan de la consultation soit publié et mis à la disposition du public et des parlementaires en urgence et préalablement à toute officialisation du texte, ce qui nécessite de surseoir à sa publication.

De très nombreuses voix hautement qualifiées ont exprimé par divers canaux leurs réserves expresses sur le contenu de ce projet de PPE3. Une évaluation transparente et démocratique s'impose, afin de définir sans parti pris le mix électrique optimal aux plans économique et environnemental. Il est en effet nécessaire que ce texte soit adapté à la situation économique de la France et à ses priorités nationales avant toute publication. Le ministère doit présenter de manière argumentée sa réponse aux avis présentés par les contributeurs à cette consultation. L'OPECST, représentatif des deux chambres, devrait être sollicité car disposant des missions et compétences nécessaires.

Nous nous inquiétons en effet d'une prise en compte très limitée par le ministère et la DGEC des contributions reçues lors de la consultation précédente, de novembre 2024, et des avis pertinents formulés par des personnalités compétentes. La mise en œuvre de la PPE3 impliquerait des investissements considérables, reposant largement sur des équipements importés, ce qui conduit à s'interroger sur la nécessité pour la France de se plier à des injonctions européennes clairement contraire à ses intérêts.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

Bernard Accoyer



Président PNC-France

Copie : Monsieur Gérard Larcher, Président du sénat
Madame Yaël Braun-Pivet, Président de l'Assemblée Nationale
Monsieur Stéphane Piednoir, Président de l'OPECST